

Une carte pour recenser les violences civiles au Burundi

Le Monde, 10.11.2015 La carte en ligne 2015Burundi Crowdmap, qui tente, jour après jour, de visualiser les violences civiles au Burundi depuis avril 2015 est née d'une initiative personnelle. En mars, l'Américaine Sandra M. (surnom modifié) arrive à Bujumbura pour travailler dans une ONG. Cette jeune femme, qui est passée par l'Europe pour étudier la géopolitique, est emblématique saisie par la tension urbaine de la capitale burundaise. En exercice, Pierre Nkurunziza, venait d'annoncer sa volonté de se représenter pour un troisième mandat, et les manifestations suivies d'arrestations se multipliaient dans la ville, se rappelle-t-elle. Les violences étaient relatives dans les médias locaux, mais il était difficile d'avoir une vision ensemble.

Sandra M. se souvient alors d'un MOOC (cours en ligne ouvert et massif) suivi sur le site américain Techchange.org, qui lui avait fait découvrir la plate-forme collaborative Ushahidi (« preuve », en swahili). « Je me suis rappelé qu'il n'était pas nécessaire de savoir coder pour mettre en ligne une version simplifiée de la carte, explique-t-elle. Je voulais créer un lieu où la population puisse témoigner et suivre la situation dans l'ensemble du pays. Je me lance. » Le pouls d'une situation en quelques clics Six mois plus tard, 2015Burundi Crowdmap affiche quotidiennement des actualités classées selon différents critères : « violences sexistes », « enlèvements », « tortures » ou encore « barricades », « manifestations pacifiques ». Ces informations, vérifiées ou non, sont mises à jour au fil des heures, permettant à tout internaute de prendre en quelques clics le pouls d'une situation extrêmement critique : « Grenade lancée dans le quartier Mutakura », « Convoi funéraire tombe dans une embouteillage », « ONG fouillée et employé arrêté à Ruyigi ». Le flux d'informations obtenues est tel qu'il est difficile de différencier les acteurs internationaux. Depuis juillet, des Burundi Conflict Mapping Brief, rapports réguliers qui résument et analysent les données du site, sont envoyés à la demande. La carte numérique a même été une source d'inspiration pour une pétition en ligne, Stand with Burundi, à laquelle des bénévoles de l'Union africaine ont rejoint Sandra M. reconnaît que ces retours extérieurs « donnent à l'initiative une autre dimension ». Pour autant, elle dit que le projet initial ne soit qu'à moitié abouti. « Je n'ai pas réussi à mettre en place une participation de la population. Dans un contexte si violent, il est de plus en plus compliqué d'inciter des personnes à témoigner sans toute confiance. » De fait, la carte s'enrichit, non pas en recevant des rapports de citoyens, mais en allant chercher des témoignages provenant de sources fiables telles que des journalistes connus s'exprimant sur Twitter ou sur Facebook ou encore des articles publiés sur Iwacu, le site d'information indépendant trilingue (français, kirundi et anglais), à préciser la créatrice. Une plate-forme créée au Canada Dans un contexte assez chaotique, l'histoire de 2015Burundi Crowdmap vient de connaître un nouveau rebondissement. Sandra M. a décidé de passer la main pour gérer la plate-forme. « Ma situation est compliquée lorsque j'ai dû quitter, en raison de sécurité », explique-t-elle. C'est à cette date, en désespoir de cause, que la jeune femme a ajouté sur la page d'accueil du site un appel aux bonnes volontés. Ce message a été entendu outre-Atlantique par les PeaceGeeks. Le passage de la main est effectué pendant l'été, et désormais, c'est au Canada que la plateforme est gérée. « Notre ONG assiste techniquement des associations humanitaires partout dans le monde, et nous intervenons également en urgence », explique sa dirigeante, Renée Black. « Nous avons découvert en ligne le message de Sandra et avons mobilisé notre structure : cinq bénévoles dans différents pays publient actuellement des informations sur la carte burundaise », explique-t-elle. Renée Black a essayé, ces dernières semaines, de mettre en place une collecte d'informations provenant directement de citoyens. Mais elle vient d'y renoncer. « Nous voulions nous appuyer sur notre association trilingue implantée, mais ses dirigeants ont été menacés et viennent de quitter le pays. Nous sommes cependant en contact étroit avec eux, poursuit-elle. Nous leur envoyons d'ailleurs les rapports de synthèse du site pour validation avant de les envoyer à une quelconque organisation. » Cette action s'inscrit dans le cadre du Digital Humanitarians Network, un réseau de bénévoles numériques humanitaires, fondé en 2012 aux États-Unis, et dont Renée Black est un membre actif. Par Laure Belot